

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Appuyer les mairies des Cayes, de Jérémie, de Beaumont et de Dame Marie pour (i) l'élaboration d'un cahier réglementaire annoté et illustré et (ii) l'actualisation des PAEEV
Bénéficiaire(s)	Villes des Cayes, Jérémie, Beaumont et Dame-Marie
Pays	Haïti
Durée estimée de la mission	4 mois

II. Contexte et justification du besoin

1. Eléments d'information concernant le secteur concerné

Avec une population urbaine mondiale estimée à 54 % en 2014, et prévue à 60 % en 2030, l'urbanisation est un enjeu de développement crucial pris en compte par l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec notamment l'objectif spécifique de rendre "les villes et les établissements humains" ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Le contexte urbain haïtien est en pleine transition d'une dominante rurale vers une dominante urbaine, avec une croissance des villes extrêmement rapide, tant en population qu'en surface. 57,3 % de la population totale habite désormais en ville, et 24 % vit dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), qui connaît un accroissement extraordinaire. Des 20.000 ha de terres qui se sont urbanisées depuis le séisme de 2010 dans le pays, 75 % sont dans la ZMPP ; le département de l'Ouest (chef-lieu : Port-au-Prince) concentre 78 % des migrants internes pendant cette même période.¹

L'étalement des villes comme les Cayes et Jérémie prend forme de quartiers précaires occupant des zones à risques (inondations, éboulements...) et sans sécurité foncière. Les villes comme Beaumont et Dame Marie commencent à suivre le même processus. Le séisme de 2010, et l'ouragan Matthew en 2016 ont mis en exergue les défis majeurs auxquels ses villes sont confrontées en raison de l'urbanisation incontrôlée : manque de logements adéquats, d'équipements et de services urbains, taux de chômage élevé, problèmes fonciers, dégradation environnementale et insécurité croissante.

L'impact sur l'économie locale et les pertes de moyens de subsistance ont une conséquence directe sur les budgets des autorités locales, qui déjà peu dotées de moyens se trouvent avec d'importants problèmes de ressources propres. Depuis lors, des efforts ont été consentis par le

¹ Source: Own calculations based on World bank / World development indicators

gouvernement avec l'appui de la communauté internationale tant pour palier à la crise humanitaire que pour des actions visant la réhabilitation des infrastructures et la reprise des activités économiques. D'autres actions ont également été entamées par l'Etat afin de renforcer les capacités de gouvernements locaux dans la gestion post-crise mais aussi dans la gouvernance locale et territoriale à plus long terme. Outre des travaux structurants, il est prioritaire d'assurer une gouvernance urbaine de qualité permettant une planification stratégique tenant compte des risques potentiels et une application effective des outils, lois et règlements pour garantir un développement urbain territorial équilibré.

2. Le programme Urbayiti

Le programme Urbayiti - Gouvernance urbaine et villes résilientes est un programme de l'Etat haïtien financé par l'Union européenne et co-financé par Expertise France et la coopération espagnole visant à contribuer au développement économique et sociale d'Haïti et à la résilience des populations urbaines à travers l'amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- OS1 - le renforcement de la gouvernance du secteur urbain, aux niveaux national et local : structuration légale et institutionnelle du secteur, renforcement de capacités des acteurs, participation effective des citoyens et citoyennes et de la société civile à la vie urbaine ;
- OS2 - le renforcement de la résilience des villes et des populations urbaines : l'amélioration de l'accès aux services de base, la réduction des vulnérabilités économiques et sociales et l'atténuation des risques naturels permettront d'atteindre ce deuxième objectif dans les zones ciblées (Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes).

Le programme renforce la gouvernance du secteur urbain en intervenant à trois échelles :

- Nationale pour des actions stratégiques, normatives et de développement des capacités ;
- Métropolitaine ou départementale pour des actions stratégiques, de formation et d'études ;
- Locale pour la réalisation d'opérations d'aménagement et de renforcement des capacités (Port-au-Prince, Jérémie, Les Cayes).

Le programme Urbayiti appuie, simultanément, le Secrétariat technique du Comité interministériel à l'Aménagement du territoire (ST-CIAT) dans une démarche d'expérimentation et de réflexion visant à développer une politique nationale de la Ville ainsi que le Ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) à réformer le cadre réglementaire et à optimiser les outils existants, et de manière concertée le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), les mairies de Port-au-Prince, Cayes et Jérémie pour une meilleure gouvernance urbaine, tenant compte des questions environnementales et de la gestion de risques (gestion des déchets, mobilité, gestion des eaux

En prolongation des appuis au relèvement des Départements du sud et de la Grande-Anse à la suite du passage du cyclone Matthew, 4 villes (Jérémie, Les Cayes, Beaumont et Dame Marie)

ont été ciblées par le programme pour bénéficier d'un appui pour l'élaboration de leur Plan d'Aménagement d'Embellissement et d'Extension (PAEEV) respectifs.

En 2019, ONU-Habitat a bénéficié d'une subvention de la part d'Expertise France pour appuyer les quatre villes à élaborer leur PAEEV. Il s'agit aujourd'hui d'ajouter à ces documents d'urbanisme un cahier réglementaire annoté et illustré et d'actualiser les PAEEV produits notamment sur le diagnostic territorial (risques naturels, gestion des eaux, etc.).

III. Description de la mission

3.1 Objectif général

Renforcement et accompagnement des mairies de Jérémie, de Beaumont, de Dame Marie et des Cayes à gérer le développement urbain des villes

3.2 Objectifs spécifiques

L'objectif de la mission est d'appuyer les mairies des Cayes, de Jérémie, de Beaumont et de Dame Marie pour (i) l'élaboration d'un cahier réglementaire annoté et illustré et (ii) l'actualisation des PAEEV.

Le présent cahier des charges a pour objet de définir la mission d'études et d'assistance technique en appui aux communes. Ces études seront réalisées dans le respect des dispositions et modalités prévues par les textes réglementaires en vigueur et en application des dispositions de la loi du 29 mai 1963 Art. 65 édictant les grands principes de la gestion territoriale et les responsabilités entre les acteurs territoriaux du code de l'urbanisme. Le respect de ces dispositions fait partie intégrante de la responsabilité du bureau d'étude.

3.3. Résultats à atteindre

Résultat 1 : les quatre villes (Les Cayes, Jérémie, Beaumont et Dame Marie dans les départements du Sud et de la Grande Anse) disposent de plans d'Aménagement, d'Extension et d'Embellissement révisés et complétés.

Résultat 2 : Quatre cahiers réglementaires annotés et illustrés ont été produits en annexes des PAEEV comme outil d'aide à la décision pour les autorités locales

Résultat 3 : Le comité de consultation et de suivi des PAEEV mis en place dans les quatre communes est renforcé et appuie les mairies pour l'appropriation, l'opérationnalisation et le suivi des plans et documents d'urbanisme produits.

3.4 Activités et phasage

Méthodologie

La présente activité sera construite comme un processus de formation-action et de transfert de compétences par lequel les techniciens municipaux apprendront en faisant et auront aussi l'opportunité de mettre en application les compétences acquises.

S'il appartient aux élus municipaux et les agents de l'administration communale d'assumer la responsabilité définitive des choix collectifs en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, les citoyens s'impliquent de plus en plus dans les projets susceptibles d'impacter leur milieu de vie. Il importe donc que les processus décisionnels prévoient des mécanismes visant à informer les citoyens, à les consulter et à les engager activement dans la prise de décision.

Pour assurer une participation de l'ensemble des parties prenantes, un comité sera mis en place dans chacune des quatre communes ciblées pour faciliter l'appropriation, la participation des citoyens au processus de décision, l'opérationnalisation et le suivi des documents d'urbanisme au sein des municipalités.

Ces comités à caractère consultatif et non décisionnel auront entre autres pour mission d'éclairer les administrations communales concernées sur des questions touchant le patrimoine, le zonage, le lotissement et les règlements d'urbanisme. La mise sur pied de ces comités permet donc de rapprocher le citoyen des questions d'urbanisme. Chaque comité sera présidé par la mairie (Direction du territoire) avec l'appui technique d'Expertise France. Feront partie de ce comité : les représentants des services déconcentrés de l'état, les représentants des firmes et bureaux d'étude locaux, les représentants de la société civile, les universités, représentants d'associations locales, leaders communaux et notables. Les membres des comités fonctionneront sur une base de volontariat. Les comités se réuniront sur convocation des maires. L'établissement de ces comités de consultation s'inscrit dans une démarche pour favoriser la participation citoyenne et inciter la consultation publique.

La consultation publique implique donc une communication réciproque entre les autorités municipales et les citoyens. Elle constitue un instrument d'enrichissement et de bonification du processus décisionnel. La démarche de consultation est un processus interactif et répétitif ayant pour objectifs d'obtenir les points de vue des gens, de les prendre en considération, de fournir à ces derniers l'occasion d'influer sur les décisions. Elle ne retarde pas inutilement la prise de décision, mais l'éclaire, la facilite, l'oriente. La consultation doit être crédible, transparente, utile à la prise de décision, efficace et déterminée dans le temps.

Le prestataire devra appuyer dans le cadre de sa mission les comités créés et renforcer le processus de consultation publique. Ces comités interviendront à plusieurs étapes du processus : participation actives ateliers de travail, investigations, travaux de terrain dans le cadre du processus de révision des PAEEV et de la production du projet de règlements. Le prestataire organisera plusieurs séances de formation et d'informations au profit des comités et mettra à leur disposition les outils qui permettront non seulement d'assurer l'appropriation des plans d'urbanisme mais aussi la mise en œuvre et le suivi au-delà de la durée de vie du projet.

Phase 1 : Préparation de la mission

Au démarrage de la mission, le prestataire étudiera la bibliographie existante : rapports du comité d'évaluation, documents analyses, documents stratégiques, les PAAEV des villes de Jérémie, Cayes, Beaumont et Dame Marie. La bibliographie sera transmise par Expertise France dès la signature du contrat.

Un atelier de travail se tiendra entre le prestataire et les différentes parties prenantes impliquées dans le processus de validation des PAEEV : la cellule responsable de la mise en œuvre des activités Mairies des Cayes et de Jérémie, MICT, Expertise France, le ST-CIAT, le MTPTC, le MICT, le BONFED en vue du cadrage de la mission. Un second atelier de travail sera réalisé avec les services concernés au niveau des départements du Sud et de la Grande-Anse, les mairies des Cayes, de Jérémie, de Beaumont et de Dame Marie les représentants de la société civile ainsi que le comité de consultation, d'appui et de suivi des PAEEV mis en place dans les 4 communes pour préciser la méthodologie et l'approche qui seront utilisées pour l'atteinte des résultats en lien avec les termes de référence fixés.

Livrables :

- Note de cadrage précisant la méthodologie et le planning de la mission contenant une analyse des facteurs clés de succès de sa mission et des points d'attention
- Présentation de la méthodologie pour la tenue des ateliers
- Rapports des ateliers de cadrage

Durée estimée : 9 jours.

Phase 2 : Réaliser la mission

Dans le cadre de sa mission, le prestataire travaillera avec les référents d'Urbayiti au sein des mairies, les responsables des services de génie municipal et de la direction du territoire des quatre mairies, les représentants d'Expertise France et le comité de consultation, d'appui et de suivi des PAEEV. Seront associés en tant que de besoin les représentants des institutions parties prenantes (ST-CIAT, MICT, MTPTC, BON-FED) et des partenaires techniques et financiers (EF, DUE) et représentants de la société civile.

Activité 1 : Accompagner les équipes techniques des mairies de Jérémie, des Cayes, de Beaumont et de Dame Marie pour l'élaboration d'un cahier réglementaire annoté et illustré

Activité 1a – Accompagner les mairies pour l'élaboration des plans de zonage

Le règlement et les plans de zonage

Le règlement a pour objectif de fixer, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des règles générales et des servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs en cohérence avec les lois et codes d'urbanisme Haïtien ou du CNBH (code national du bâtiment haïtien).

Spécificités techniques liées au règlement

Le règlement sera conçu avec un effort de simplification et de lisibilité du code de l'urbanisme. Il sera illustré dans la mesure où les documents graphiques améliorent la compréhension de la règle. Il sera adapté pour permettre le renouvellement urbain et préserver les éléments du patrimoine.

Dans tous les cas, on conjuguera 3 objectifs :

- Le fondement des restrictions au droit de construire et donc la légalité des règles, constitution de réserves foncières pour réaliser des opérations d'aménagement (droit de préemption urbain) ;
- La promotion de la qualité urbaine ;
- Une rédaction simple ne générant pas diverses interprétations, sources d'éventuels contentieux. Le prestataire devra être une force de proposition rédactionnelle et s'assurer de sa conformité juridique. Le règlement produit devra permettre une certaine souplesse dans les règles : il ne s'agit pas de tout réglementer de manière rigide, mais plutôt d'arrondir les règles générales selon les particularismes sans pour autant laisser place à l'interprétation.

Spécificités relatives aux plans de zonage :

- Les plans de zonage devront être établis à une échelle acceptable entre 1/5 000ème et 1/ 17 000ème et doivent être validés sur le terrain. Ils doivent prendre en compte les nouvelles limites de la ville, les secteurs en cours d'urbanisation
- Le prestataire devra fournir une justification du choix de la nomenclature retenue pour le zonage ainsi que les dispositions réglementaires correspondant.
- Le cahier réglementaire annoté et illustré devra s'appliquer à tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol faisant l'objet d'une demande de permis de construire. Le prestataire devra donc traduire les orientations développées par le Projet d'aménagement, d'extension et d'embellissement des villes. Le territoire communal se trouvant à l'intérieur du périmètre de zonage identifié devra être divisé en cinq catégories de zones selon les dénominations de la loi de 1963 :
 - Les zones de résidences, d'appellation «ZA»
 - Les zones d'affaires, d'appellation «ZD»,
 - Les zones industrielles, d'appellation «ZF»,
 - Les zones libres pour places publiques, parcs et jardins, d'appellation «ZI»,
 - Les zones agricoles, d'appellation «ZJ».

A l'intérieur des zones ci-dessus listées seront identifiées des sous-zones, à même vocation générale, mais présentant de caractéristiques particulières, liées notamment à leur morphologie, usage et localisation, appelées « zones spéciales ». A l'intérieur de certaines zones, notamment les zones de résidences et les espaces protégés, le prestataire devra aussi définir des sous-secteurs permettant notamment la mise en place d'équipement et d'infrastructures publiques déterminés aux cas par cas selon les projets. Le plan doit aussi comporter aussi les emplacements réservés pour des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts (Art 65 de la loi du 29 mai 1963 & Art. 5 de la loi du 3 septembre 1979) ainsi que des espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer (Article 16 du décret du 6 janvier 1982).

Cette activité comprendra notamment de :

- organiser et animer une ou plusieurs réunions ou ateliers de travail
- mener les recherches complémentaires nécessaires

Les livrables attendus de cette activité sont les suivants :

- Un projet de carte de zonage avec le report des servitudes
- Un projet de phasage pour les zones destinées à des « opérations d'aménagement d'ensemble » au sens des dispositions du code de l'urbanisme : zones à ouvrir à l'urbanisation à l'occasion et zones à ouvrir à l'urbanisation ultérieurement avec un calendrier prévisionnel établi suivant les perspectives de développement mises en évidence par le diagnostic et les orientations
- Les zones qui feront l'objet d'orientations d'aménagement traduites dans le règlement (graphique et écrit).

Activité 1b : Produire un règlement d'urbanisme

Ces orientations d'aménagement viseront en particulier à permettre la maîtrise de l'urbanisation dans les secteurs concernés sur la base du principe du développement durable. La finalité est de fournir un règlement d'urbanisme qui fixera les règles et servitudes relatives à l'utilisation du sol sur tout le périmètre, y compris le pôle urbain. Ce règlement précisera, pour chaque zone, les usages autorisés ou prohibés, les modalités de construction, de rénovation, de conservation, de restructuration, les normes de densité, etc. Les cahiers réglementaires annotés et illustrés doivent comporter au minima les éléments suivants :

- Caractéristiques de la zone
- Objectifs d'aménagement de la zone
- Usages autorisés
- Usages interdits
- Accès et desserte
- Plantation
- Emprise au sol et hauteur des bâtiments
- Marges et implantation des bâtiments
- Les textes légaux auxquels les dispositions font référence.

Les autres pièces du dossier

Les annexes comprenant des annexes sanitaires avec notamment le schéma d'assainissement, le schéma de gestion des eaux pluviales, le réseau d'eau potable doivent être produits le cas échéant. Une annexe servitude doit également figurer.

Livrables

- Plans de zonage pour les 4 villes ;
- Une justification du choix de la nomenclature retenue ainsi que les dispositions réglementaires correspondant à chaque secteur ou sous-secteur,

- Cahiers réglementaires annotés et illustrés pour les quatre villes (Un projet de règlement pour chacune des zones) ;
- Rapport de transfert de compétences et plan de formation des techniciens municipaux et des comités de consultation
- Document de synthèse : aide à la réflexion et à la décision concernant le cas échéant : les politiques d'action foncière à mettre en œuvre pour accompagner la mise en œuvre des plans d'urbanisme (préemptions, acquisitions), les outils financiers susceptibles de pouvoir être mis en œuvre pour accompagner sa réalisation

Durée estimée : 60 jours

Activité 2 : Actualisation des PAEEV de Jérémie, des Cayes, de Beaumont et de Dame Marie

Le prestataire procèdera à l'actualisation des PAEEV des villes de Jérémie, des Cayes, de Beaumont et de Dame Marie en référence aux commentaires notifiés par le comité technique pour la validation du Projet d'Aménagement d'Embellissement et d'Extension ST-CIAT. Dès la signature du contrat Expertise France mettra à disposition du prestataire les quatre documents de PAEEV produits et l'ensemble des rapports du comité d'évaluation reprenant les différentes modifications proposées.

L'actualisation des PAEEV des 4 villes a pour objectif : une meilleure connaissance de l'organisation de l'espace de leur territoire et de l'occupation actuelle du sol ainsi que des principaux enjeux et difficultés liés à l'urbanisation et aux conditions d'utilisation du sol (statut juridique des terrains, des espaces libres, des contraintes naturelles du site, des problèmes environnementaux, etc.).

Le processus d'actualisation des PAEEV s'inscrit dans une démarche pragmatique et vise à

- élaborer un projet de territoire des villes plus équilibré et solidaire,
- préserver les espaces naturels et agricoles en priorisant la gestion économe de l'espace,
- préserver la biodiversité des écosystèmes, valoriser et aménager les paysages péri-urbains,
- Maîtriser le développement de l'habitat en priorisant la densification et l'utilisation des espaces résiduels d'urbanisation avec de la mixité
- Soutenir localement la dynamique économique et notamment commerciale, de la ville,
- Prévenir les risques et optimiser les ressources naturelles,
- Mettre en valeur les entrées de ville.

Cette activité comprendra notamment :

- Intégrer les commentaires du comité technique pour la validation du Projet d'Aménagement d'Embellissement et d'Extension ST-CIAT afin de rectifier les erreurs constatées et de compléter les documents d'urbanisme en rapport avec le cahier réglementaire et des besoins de la Collectivité ;
- Organiser et animer une ou plusieurs réunions ou ateliers de travail ;
- Compléter les documents en menant les recherches complémentaires nécessaires.

Livrables

- Rapports d'ateliers
- PAEEV révisés et complétés
- Rapport de transfert de compétences et plan de formation des techniciens municipaux et des comités de consultation

Durée estimée : 40 jours

IV. Calendrier des livrables

Livrables	Délais de soumission
Livrables Phase 1 : <ul style="list-style-type: none"> - Note de cadrage précisant la méthodologie et le planning de la mission contenant une analyse des facteurs clés de succès de sa mission et des points d'attention - Présentation de la méthodologie pour la tenue des ateliers - Rapports des ateliers de cadrage 	T0 + 9 jours
Livrables Phase 2 :	
Activité 1 <ul style="list-style-type: none"> - Plans de zonage pour les 4 villes ; - Cahier réglementaire annoté et illustré pour les quatre villes - Rapport de transfert de compétences et plan de formation - Une aide à la réflexion et à la décision concernant le cas échéant : les politiques d'action foncière à mettre en œuvre pour accompagner la mise en œuvre du plan d'urbanisme (préemptions, acquisitions), les outils financiers susceptibles de pouvoir être mis en œuvre pour accompagner sa réalisation 	T0 + 60 jours
Activité 2 <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'ateliers ; - PAEEV révisés et complétés ; 	T0 + 40 jours

V. Lieu et durée de la mission

La mission se déroulera aux Cayes, Jérémie, Dame Marie et Beaumont et sur le lieu de domiciliation du prestataire. Dans le cadre de cette mission, le prestataire travaillera de façon étroite avec les représentants des mairies concernées, du MICT, du ST-CIAT, du MTPTC et l'équipe d'Expertise France.

La mission du prestataire se déroulera sur 4 mois.

Le calendrier prévisionnel d'exécution des missions se présente comme suit. Ce calendrier est estimatif, il appartiendra au soumissionnaire de proposer son propre calendrier suivant la méthodologie qu'il estime nécessaire.

	Livrables	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4			
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Cahier réglementaire annoté et illustre	Rapport d'orientation méthodologique (To+ 5 jours)																
	Plan de zonage Jeremie																
	Plan de zonage Dame Marie																
	Plan de zonage Beaumont																
	Plan de zonage Cayes																
	Cahier réglementaire annoté et illustre Jeremie																
	Cahier réglementaire annoté et illustre Dame Marie																
	Cahier réglementaire annoté et illustre Beaumont																
	Cahier réglementaire annoté et illustre Cayes																
Revision des PAEEV	Rapport final																
	Revision PAEEV Jeremie																
	Revision PAEEV Dame Marie																
	Revision PAEEV Beaumont																
	Revision PAEEV Cayes																
Soumission des documents au comite d'evaluation	Rapports et livrables finaux																
	Rapport d'evaluation des documents d'urbanisme																

VI. Expertises et profils demandés

Compte-tenu du caractère multisectoriel de l'étude, l'équipe qui sera chargée de l'exécution des prestations du présent marché devra être pluridisciplinaire et comporter des profils de formation et d'expériences adéquats, permettant de réaliser le travail dans les règles de l'art.

L'équipe proposée devra associer les **expertises** dans les domaines suivants :

- **Expertise principale / chef de mission :**

1 Urbaniste très familiarisé avec le concept de ville durable et ville résilients et justifiant d'une expérience de plus de 15 ans avec une spécialisation en planification urbaine. Il devra en outre disposer de références dans l'élaboration de plan local d'urbanisme, d'études diagnostiques de projets de développement et avoir conduit au moins 2 missions similaires

L'urbaniste disposera également d'une expertise avérée en élaboration de cahier réglementaire annoté et illustré et des connaissances avérées des lois et codes d'urbanisme locaux. Les expériences en matière d'élaboration de PAEEV seront valorisées.

- **Expertise complémentaire / Cartographie et système d'information géographique :**

- 1 expert, titulaire d'un diplôme de bac+5 (géographie, urbanisme, aménagement, ingénierie, etc.) et disposant d'au moins 10 ans d'expérience
- Spécialiste en cartographie et Système d'Information Géographique de type Arcgis
- Bonne connaissance des logiciels CAD (computer aided design) et CAO (conception assistée par ordinateur).

Le prestataire devra réunir les **compétences essentielles** suivantes :

- Connaissance des acteurs et des enjeux de développement urbain, gouvernance urbaine, lois et codes d'urbanisme locaux ;
- Capacité d'analyse et de synthèse des enjeux à tous les niveaux ;
- Capacité d'écoute, d'appropriation, de reformulation et de pédagogie ;
- Capacité d'adaptation aux différents niveaux d'interlocuteurs ;
- Compétences en analyse institutionnelle et des capacités des acteurs publics, notamment locaux ;
- Compétences en matière de transfert de compétences.

Seront notamment valorisées les expériences avec des collectivités locales, en particulier (mais pas seulement) en Haïti et dans la région Caraïbe. Tous les membres de l'équipe devront parler et écrire couramment le français et idéalement pour certains parler le créole haïtien.

L'équipe devra démontrer que chaque expert a conduit au moins 2 projets similaires au cours des 3 dernières années. Les compétences d'un spécialiste donné peuvent couvrir plusieurs expertises différentes. Les CVs des experts seront présentés sous le format UE (cf. annexe 1).

Annexe 1 – Format de présentation des profils d'expertise

CURRICULUM VITAE

Rôle proposé dans le projet:

1. Nom de famille:
2. Prénoms:
3. Date de naissance:
4. Nationalité:
5. Etat civil:
6. Formation :

Institution (Date de – Date à)	Diplôme(s) / Certificats obtenus

7. Compétences linguistiques: (1 – excellent; 5 – basique)

Langue	Lu	Parlé	Ecrit

8. Adhésion à des corps professionnels:
9. Autres compétences:
10. Situation présente:
11. Ancienneté auprès de l'employeur:
12. Qualifications principales (pertinentes pour le projet):

13. Expérience spécifique dans la région:

Pays	Date début – Date fin

14. Expérience professionnelle

Dates début et fin	Lieu	Employeur et personne de référence (nom & coordonnées)	Poste	Description
				■
				■
				■
				■
				■
				■

15. Autres informations pertinentes (p. ex. références de publication)